



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**BURUNDI**

**Atrocités et violations des droits  
humains : la milice Imbonerakure  
persiste dans le crime.**

*Rapport du mois de juillet 2017 sur la  
gouvernance et les droits socio-  
économiques*

juillet 2017

**TABLE DES MATIERES**

TABLE DES MATIERES .....	i
<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i> .....	ii
<i>0. INTRODUCTION</i> .....	1
<b>I. DES CRIMES IMPUNIS COMMIS PAR LA MILICE IMBONERAKURE</b> .....	2
I.1. Sensibilisations et entraînements paramilitaires pour endurcir les Imbonerakure dans le crime. ....	2
I.2. Des assassinats de nuit dans un contexte où les Imbonerakure font des rondes nocturnes partout sur les collines du pays. ....	3
I.3. Viols et violences sexuelles contre des femmes et filles qualifiées d’opposants politiques .....	3
I.4. Des cas de tortures et attaques à la grenade perpétrées par la milice Imbonerakure :.....	4
I.5. Des discours et slogans de la haine et d’autres violences commis par la milice Imbonerakure	5
<b>II. D’AUTRES CAS DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET DE MAUVAISE GOUVERNANCE ENREGISTRES</b> .....	8
II.1. Des traitements inhumains réservés aux personnes qui rentrent d’exil.....	8
II.2. Arrestations et emprisonnements abusifs des membres des partis de l’opposition et de la société civile .....	9
II.3. Des policiers mandatés par le chef de poste de police en commune Gihanga extorquent des vendeurs au marché.....	10
II.4. Des autorités territoriales font la loi .....	11
II.5. Des cotisations et contributions forcées sont une triste réalité au Burundi .....	12
II.6. Des vendeurs ambulants victimes de chasse policière .....	13
II.7. Adhésion forcée à une association affiliée au pouvoir CNDD-FDD en province Cankuzo...	13
II.8. Vol organisé des terres domaniales en province Cankuzo .....	13
II.9. Des monuments de haine et d’incitation à la violence érigés presque partout dans le pays ..	14
<b>III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b> .....	15
Au gouvernement du Burundi : .....	15
A la population burundaise :.....	15
A l’EAC, UA et ONU :.....	15

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>ACAT</b>	: <i>Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture</i>
<b>AT</b>	: <i>Agent de Transmission</i>
<b>CNDD</b>	: <i>Conseil National pour la Défense de la Démocratie</i>
<b>CNDD-FDD</b>	: <i>Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Front pour la Défense de la Démocratie</i>
<b>CNTB</b>	: <i>Commission Nationale Terres et autres Biens</i>
<b>CODIP</b>	: <i>Collectif des Organisations pour le Développement Intégré de la Population</i>
<b>COTEBU</b>	: <i>Complexe Textile de Bujumbura</i>
<b>EAC</b>	: <i>East African Community</i>
<b>ECOFO</b>	: <i>Ecole Fondamentale</i>
<b>FAB</b>	: <i>Forces Armées Burundaises</i>
<b>FBU</b>	: <i>Francs Burundais</i>
<b>FNL</b>	: <i>Force Nationale de Libération</i>
<b>FORSC</b>	: <i>Forum pour le Renforcement de la Société Civile</i>
<b>ONG</b>	: <i>Organisation Non Gouvernementale</i>
<b>ONU</b>	: <i>Organisation des Nations Unies</i>
<b>PNB</b>	: <i>Police Nationale du Burundi</i>
<b>RDC</b>	: <i>République Démocratique du Congo</i>
<b>RN2</b>	: <i>Route Nationale numéro deux</i>
<b>RPA</b>	: <i>Radio Publique Africaine</i>
<b>SNR</b>	: <i>Service National des Renseignements</i>

## 0. INTRODUCTION

Le peuple burundais vit actuellement dans une situation de calvaire et de peur panique, sous un régime politique qui ne se préoccupe guerre du bien public. Les jeunes miliciens Imbonerakure du parti au pouvoir, armés jusqu'aux dents, ont désormais le droit de vie et de mort sur tous les citoyens burundais. Ils sont au-dessus de la loi burundaise et commettent des crimes sans être inquiétés. Les autorités à la base, les postes de police et de l'armée assistent impuissants et sont même contraints de suivre les ordres des chefs de la milice, pour ne pas connaître des ennuis avec le régime de Pierre Nkurunziza. Ils tuent, violent, arrêtent des citoyens qu'ils torturent avant de les livrer à la police, terrorisent et organisent la collecte d'argent qu'ils partagent pour se payer les services rendus à leur parti, le CNDD-FDD.

Ce rapport de FORSC relève différents crimes commis par la milice Imbonerakure pendant le mois de juillet 2017. Le régime de Pierre Nkurunziza organise des séances de sensibilisation à la violence pour rendre cette milice plus active et plus virulente. Ainsi, des assassinats ont été commis et continuent d'être commis, dans un contexte où les Imbonerakure contrôlent tout et organisent des rondes nocturnes partout dans le pays

Dans tout le pays, les effectifs des violences contre les femmes et les filles de l'opposition gonflent étant donné que l'objectif est de les engrosser afin qu'elles mettent au monde des enfants Imbonerakure, comme ces derniers le chantent sans vergogne. A titre d'illustrations, nous relevons 6 cas dont un cas de tentative de viol en province Bujumbura et un autre d'une femme d'un militaire en mission de maintien de la paix en Somalie, engrossée et qui a déjà mis au monde un enfant issu de ce viol en province Kirundo.

Lors des séances de démonstration de la force, la milice Imbonerakure n'hésite pas à scander des slogans de haine, de menace de morts et d'intimidation en violation flagrante de la loi burundaise qui n'est plus une garantie de protection de la population burundaise contre sa grande souffrance. Le régime du Président Pierre Nkurunziza s'adonne à l'ethnicisation de la société burundaise comme stratégie de son maintien éternel au pouvoir. Ayant constaté que ses opposants politiques sont en majorité de la composante sociale hutu, le régime s'active à trouver une stratégie de rassemblement des Hutu pour une même cause : « la guerre contre les Tutsi et le pouvoir tutsi du Rwanda voisin. »

Ces derniers temps, le régime burundais envoie des émissaires dans les camps des réfugiés en Tanzanie, et utilise des messages sur les réseaux sociaux dans les camps de réfugiés où ces émissaires n'arrivent pas, pour demander aux membres de la composante sociale hutue en exil de rentrer. Des sources provenant du camp de réfugiés de Nduta en République Unie de Tanzanie nous font écho d'une visite faite par un Imbonerakure en provenance de la province Ruyigi pour rassurer les réfugiés hutu de rentrer au pays pour aider le régime à anéantir le « mal Tutsi ».

Au deuxième chapitre du rapport, nous relevons d'autres cas de violations des droits de l'homme et de mauvaise gouvernance enregistrés pendant cette période du rapport. Il s'agit notamment des traitements inhumains et dégradants réservés aux personnes qui rentrent d'exil, les arrestations et emprisonnements abusifs des membres des partis de l'opposition et de la société civile, l'arrestation et emprisonnement arbitraire d'un défenseur de droits de l'homme Germain Rukuki, des cas de policiers qui extorquent les citoyens, le détournement des fonds publics, les taxes perçues indûment par le parti au pouvoir et par des organisations satellites, des cas d'autorités territoriales qui font la loi, la fermeture en cascade des écoles sur fond de corruption, les cotisations et contributions forcées, la construction des monuments de la haine et d'incitation à la violence érigés presque partout dans le pays et l'appropriation organisée des terres domaniales.

A la fin du rapport, le FORSC émet des recommandations en direction de différents acteurs susceptibles de changer le mal qui ronge le Burundi.

## I. DES CRIMES IMPUNIS COMMIS PAR LA MILICE IMBONERAKURE

Sous l'œil complice des autorités au plus haut sommet de l'Etat qui a confié des pouvoirs exorbitants aux jeunes de la milice Imbonerakure, ces derniers sont au-dessus de la loi burundaise et commettent des crimes sans être inquiétés. Les autorités à la base, les postes de police et de l'armée assistent impuissants et sont même contraints de suivre les ordres des chefs de la milice, pour ne pas connaître des ennuis avec Pierre Nkurunziza, qui communique directement avec les chefs de la milice à la base, selon des sources de la présidence. Dans l'impunité totale, les jeunes Imbonerakure tuent, violent, arrêtent des citoyens qu'ils torturent avant de les livrer à la police, terrorisent et organisent des collectes d'argent qu'ils partagent pour se payer les services rendus à leur parti CNDD-FDD. Lorsque des policiers ont demandé aux jeunes Imbonerakure pourquoi ils faisaient un tapage nocturne dans un bar appartenant Bizindavyi Astère, président du CNDD-FDD en commune Matana, province Bururi, ils ont riposté en disant « *Twebwe turabo kwa mutama ntimudukorako* » pour dire « *Nous sommes les enfants du vieux (Président Pierre Nkurunziza), vous ne pouvez pas toucher sur nous* ».

### I.1. Sensibilisations et entraînements paramilitaires pour endurcir les Imbonerakure dans le crime.

Pour rendre les Imbonerakure plus forts, plus virulents et plus agressifs, le régime de Pierre Nkurunziza organise dans tout le pays des entraînements paramilitaires. Pendant ce mois de juillet 2017, nous avons eu écho, à titre d'illustration, des entraînements qui ont été organisés en province Makamba, au sud du pays.

En date du 8 juillet 2017 par exemple, sur les collines Nyabutare et Kabo de la commune Nyanzillac, deux pelotons de jeunes Imbonerakure ont sillonné la localité avec des jumelles militaires. Selon des témoins sur place, les instructeurs sont originaires de la province Cibitoke où des entraînements pareils avaient été signalés dans notre rapport de juin 2017. Nos sources disent que ces entraînements sont organisés chaque fois après des réunions de sécurité tenues pendant lesquelles les Imbonerakure sont sensibilisés « à l'amour et à la protection de leur patrie ». Les instructeurs les sensibilisent sur le risque que le pays va être attaqué par des rebelles qui sont cantonnés en République unie de Tanzanie et en RDC.

Dans cette même province de Makamba, des entraînements paramilitaires ont été organisés tous les samedis matin durant tout ce mois de juillet 2017 sur la colline Gatabo en commune Kayogoro. En date du 8 juillet 2017, des dizaines de jeunes Imbonerakure ont sillonné toute la zone de Kayogoro et entonnaient des chansons et des slogans hostiles à l'opposition: "*Petero Nkurunziza tuzogutura twongere tugutore. injamvyi zitazogutura nazo tuzereke ayo tweretse Niyombare. Niyombare muduhe tumurye!*". C'est à dire " *Pierre Nkurunziza sera notre Président à vie. Les opposants qui ne le veulent pas, nous allons leur montrer ce que nous avons montré à Niyombare. Donnez-nous Niyombare pour que nous le mangions ( tuions)*".

Rappelons à toutes fins utiles qu'avant d'annoncer qu'il allait briguer le troisième mandat en avril 2015, Pierre Nkurunziza avait commencé à entraîner la milice Imbonerakure à Kiliba Ondes en RDC en 2014. Ce sont ces Imbonerakure entraînés qui ont, par après, infiltré la Police Nationale pendant la répression des manifestants d'avril 2015 et qui sont pointés du doigt comme étant les auteurs de multiples assassinats, enlèvements et disparitions forcées contre les opposants du régime de Pierre Nkurunziza.

## **I.2. Des assassinats de nuit dans un contexte où les Imbonerakure font des rondes nocturnes partout sur les collines du pays.**

Partout dans le pays, les jeunes de la milice Imbonerakure ont remplacé les forces de sécurité nationale. Ils organisent des rondes nocturnes et s'attaquent à tout ce qui respire. Des citoyens sont sommés de rentrer dans leurs maisons aussitôt la nuit tombée surtout dans les milieux ruraux du pays. Ils sont contraints de payer des contributions financières pour « bénéficier de leur sécurité physique et celle de leurs biens » qui est aujourd'hui assurée par cette milice. Paradoxalement, des assassinats, des biens et récoltes volés sont signalés dans beaucoup de contrées du pays et les auteurs rarement identifiés.

A titre illustratif, des sources sur place en province Cibitoke rapportent au moins 21 cas de personnes tuées au cours des mois de mai, juin et juillet 2017. Le plus grand effectif d'assassinats s'est produit en communes Rugombo, Mugina et Murwi où cette même source enregistre successivement 10 cas, 5 et 3 cas d'assassinats. Sur le total des 21 cas, 9 cas se sont produits au cours de ce mois de juillet 2017.

Au moment où le régime de Pierre Nkurunziza avait tout fait pour cacher le crime, la police burundaise a reconnu, en passant par son porte-parole, l'existence du crime au Burundi. Dans un communiqué de presse sorti par la police burundaise le 03 août 2017, Pierre Nkurikiye relève 31 cas de personnes assassinées durant le mois de juillet 2017, au moment où la ligue burundaise des droits de l'homme Iteka en rapporte 37 cas. « La situation sécuritaire connaît une avancée », selon le porte-parole de la police qui enregistre une nette amélioration de la situation sécuritaire car 37 assassinats et 67 cas de viols avaient été rapportés au mois de juin 2017.

La ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, à travers son Président Anschaire Nikoyagize déplore un discours pareil face à une telle criminalité au moment où le gouvernement a pour mission principale la protection de ses citoyens.

## **I.3. Viols et violences sexuelles contre des femmes et filles qualifiées d'opposants politiques**

Dans presque tout le pays, les effectifs des violences contre les femmes et les filles de l'opposition gonflent. L'objectif assumé par les Imbonerakure est d'engrosser les adversaires politiques afin qu'elles mettent au monde des enfants Imbonerakure, comme ces derniers le chantent sans vergogne. A titre d'illustration, nous relevons 6 cas dont un cas de tentative de viol en province Bujumbura et un autre d'une femme d'un militaire en mission de maintien de la paix engrossée et qui a déjà mis au monde un enfant issu de ce viol en province Kirundo. En province Makamba, une fillette N G de 17 ans a été violée sur la colline Nyarunazi, commune Giharo en date du 20 juillet 2017.

Dans cette même province, une fillette de 13 ans a été violée sur la colline Kiyazi, zone Gishiha, commune Vugizo par un Imbonerakure en date du 21 juillet 2017. L'auteur du viol a été arrêté et détenu au cachot du poste de police de la commune Vugizo mais notre source nous a signalé que des pressions sont maintenant exercées sur l'OPJ instructeur pour relâcher le criminel. Une fille de 20 ans vivant en zone urbaine de Mutakura, Mairie de Bujumbura a été violée dans la réserve naturelle de la Rukoko en date du 03 juillet 2017. L'auteur du crime, un Imbonerakure prénommé Eric, habitant au village III de la commune Gihanga, province Bubanza a pris fuite après le crime. Ce dernier s'est déroulé dans la réserve naturelle où le criminel avait conduit sa victime.

Dans cette même province Bubanza, une fillette de 11 ans, habitant le quartier Ragaza, en commune Gihanga a été violée en date du 02 juillet 2017 dans cette même réserve de Rukoko par un homme qui n'a pas été identifié. L'enfant a été interceptée en cours de route alors qu'elle se dirigeait dans la réserve naturelle de la Rukoko pour voir son père qui brûlait du charbon de bois. Les sources sur place dénoncent le même Imbonerakure ci-haut mentionné comme étant l'auteur du crime.

En date du 30 juillet 2017, vers 2h du matin, une jeune fille dénommée Ndayikengurukiye Espérance a échappé de justesse à une tentative de viol au centre urbain de la zone Jenda, commune Mugongo Manga, province Bujumbura. Les auteurs de la tentative de ce viol sont trois Imbonerakure dont un certain Jebajeba reconnu par la victime. C'était au moment où la caissière dans un bar situé au centre urbain de Jenda, rentrait chez elle. Les trois Imbonerakure en patrouille l'ont poursuivie, l'ont forcée de donner l'argent qu'elle avait avant de la déshabiller. La victime a crié et alerté les voisins. Ces derniers sont intervenus et les trois criminels ont pris fuite. Le lendemain matin, elle est allée se plaindre au poste de police de Rwibaga contre la personne qu'elle avait reconnue et le présumé violeur a été arrêté. L'OPJ de ce poste instruit le dossier pour le transmettre au parquet. Les deux autres agresseurs restent libres. L'OPJ subit des pressions pour libérer le présumé violeur, selon des sources sur place. La victime continue ses activités mais craint des représailles de la part des deux autres agresseurs en liberté.

Un autre cas qui nous a été reporté pendant ce mois de juillet 2017 s'est produit dans la commune Ntega, province Kirundo où le chef des Imbonerakure en cette même commune a violé une femme d'un militaire en mission de maintien de la paix en Somalie et la victime vient de mettre au monde, il y a à peine quatre mois.

#### **I.4. Des cas de tortures et attaques à la grenade perpétrées par la milice Imbonerakure :**

Sans être exhaustif, nous relevons juste quelques cas d'illustration enregistrés pendant ce mois de juillet 2017 :

##### **Des Imbonerakure torturent une personne et organisent une fouille perquisition dans sa maison**

En date du 27 juillet 2017, une personne du nom de Minani a été violemment tabassée sur la colline Kinyami, commune Ruhororo, province Ngozi par deux Imbonerakure Ndikumana Vénant alias Drogué et Kamana Salvator. Ces derniers l'accusaient sans preuves de vol dans les champs de manioc. Ses bourreaux ont ensuite fouillé la maison où la victime vivait avec sa vieille mère de 85 ans, avant de le chasser du site de déplacés de Ruhororo. La vieille mère vit actuellement seule dans sa maison et implore les bourreaux de faire retourner l'enfant qui l'assistait en tout. Les deux Imbonerakure ont été désignés par l'administrateur communal en présence du gouverneur de province comme faisant partie du comité de sécurité du site de déplacés de Ruhororo dont le nommé Venant Ndikumana est président.

##### **Des Imbonerakure blessent par grenade un ex-FAB en commune Bukirasazi, province Gitega**

En date du 30 juillet 2017, vers 2heures du matin, un ex-FAB prénommé Pascal alias Kiroso a été blessé à la grenade sur la colline Kibuye, commune Bukirasazi, province Gitega. Des informations recueillies sur place disent que les auteurs de l'attaque sont des jeunes Imbonerakure qui ne cessaient de l'intimider en l'accusant de travailler avec des rebelles qui combattent le régime de Pierre Nkurunziza. Blessée sur la jambe, la victime a été évacuée à l'hôpital Kibuye qui se trouve non loin de son ménage. La police oriente les enquêtes vers des conflits fonciers mais ne s'intéresse visiblement pas à l'origine de l'engin au moment où elle est au courant que des Imbonerakure ont des armes à feu.

## **Des Imbonerakure attaquent un ménage, extorquent et torturent des citoyens en province Ruyigi**

En date du 29 juillet 2017, le ménage du nommé Tatien Nyarubira a été attaqué par des Imbonerakure qui étaient commandés par un certain Ferdinand Kanani sur la colline Ruharo, zone Muhwazi, commune Nyabitsinda, province Ruyigi. Ils ont tabassé le chef de ménage jusqu'à lui casser les jambes. Ils lui ont volé un montant de 15000F avant de le laisser dans un état d'incapacité physique de marcher. Les agresseurs accusaient le couple de se chamailler.

En date du 10 juillet 2017, un peloton de miliciens Imbonerakure commandé par le chef Julias Niyonkuru dont les nommés Bahati, Jean de Dieu Léonard et Eric ont organisé une opération de pillage systématique sur la colline Musenga, zone Mugege, commune Butaganzwa, province Ruyigi. Les victimes témoignent avoir cédé par force tout l'argent qu'elles avaient sur elles. Les sources sur place nous indiquent qu'il a fallu l'intervention de l'administrateur communal pour que ces Imbonerakure arrêtent leurs forfaits au moment où le chef de la colline avait échoué.

Dans cette même province de Ruyigi, des Imbonerakure ont torturé en date du 31 juillet 2017 le nommé Donatien Konkoro sur la colline Bigera, commune Butaganzwa, province Ruyigi. Selon des sources sur place, la victime a été ligotée et tabassée accusée de n'avoir pas pris en charge sa femme malade.

### **I.5. Des discours et slogans de la haine et d'autres violences commis par la milice Imbonerakure**

Lors des séances de démonstrations de la force, la milice Imbonerakure n'hésite pas à scander des slogans de haine, de menace de mort et d'intimidation en violation flagrante de la loi burundaise qui n'est plus une garantie de protection de la population burundaise contre sa grande souffrance. Le régime du Président Pierre Nkurunziza s'adonne à l'ethnicisation de la société burundaise comme stratégie de son maintien éternel au pouvoir. Ayant constaté que ses opposants politiques sont en majorité de la composante sociale hutu, le régime s'active à trouver une stratégie de rassemblement des Hutu pour une même cause: «la guerre contre les Tutsi et le pouvoir tutsi du Rwanda voisin.»

Des étudiants de l'Université du Burundi affiliés à la ligue des jeunes Imbonerakure sont contaminés par le virus de la haine et de la violence. Ainsi, ils ont organisé le soir du 26 juillet 2017 une marche manifestation dans les enceintes du campus Mutanga pour mettre en garde, menacer et intimider les étudiants qui ne sont pas membres de leur parti le CNDD-FDD.

Commandés par un certain Lubin, collaborateur du SNR et Merthus, chef des Imbonerakure au sein du campus Mutanga, les étudiants militants du CNDD-FDD se sont rassemblés devant la salle polyvalente et défilaient vers les pavillons IX et XI, en entonnant des chansons et des slogans de menace de mort contre les opposants politiques. Des mots violents comme "*Hongora Injavyi, tuzobakorerako*" c'est-à-dire « *Enlevez les dents des opposants, nous travaillerons sur eux* » étaient utilisés par les manifestants. Ils agressaient les étudiants qui ne faisaient pas partie de la manifestation, mais ces derniers étaient aux aguets pour répondre à la violence potentielle. N'eût été la police qui encadrerait la manifestation, la confrontation entre les deux parties aurait été inévitable, selon les étudiants contactés.

Cet incident est arrivé après des élections truquées de la représentation générale des étudiants, pendant lesquelles seuls les étudiants affiliés au CNDD-FDD ont répondu. Un Imbonerakure du nom de Désiré Nimenya a été nommé pour représenter les étudiants alors que les étudiants et les délégués de classe n'avaient pas été informés de cette élection.

En date du 22 juillet 2017, en province Rumonge, Jeanne Ndimubandi, une représentante du FNL aile de Jacques Bigirimana, parti satellite du CNDD-FDD au pouvoir, a appelé tous les membres de la composante sociale hutu à adhérer à ce parti pour soutenir la véritable démocratie conduite par Pierre Nkurunziza qui est de cette composante ethnique.

« *La démocratie au Burundi est une réalité parce que le pays est dirigé par un hutu* », a- elle martelé.

En Mairie de Bujumbura, le responsable de la ligue des jeunes Imbonerakure le nommé Sylvestre Ndayizeye encadrait une marche manifestation de démonstration de la force cette même date. Il a encouragé les jeunes Imbonerakure pour leur travail et menacé les opposants politiques dont l'ancien Président Domitien Ndayizeye qui avait osé conseiller ces jeunes à refuser de s'impliquer dans des crimes de sang. « *Il n'a pas de leçon à donner aux Imbonerakure. J'en profite pour le dire à toutes les autres personnes donneuses de leçons. Fermez vos oreilles et travaillez...comme ça nous resterons au trône éternellement.* »

Ces derniers temps, le régime burundais envoie des émissaires dans les camps de réfugiés en Tanzanie et des messages sur les réseaux sociaux dans les camps où ses émissaires n'arrivent pas pour demander aux membres de la composante sociale hutu en exil de rentrer. Des sources provenant du camp de réfugiés de Nduta en République Unie de Tanzanie nous font écho d'une visite faite par un Imbonerakure en provenance de la province Ruyigi pour rassurer les réfugiés hutu de rentrer au pays pour aider le régime à anéantir «le mal Tutsi.»

Selon un politologue contacté à ce sujet : « *C'est la politique de la dernière chance que mène actuellement le régime aux abois du Président Pierre Nkurunziza qui se prépare pour exécuter un génocide contre tous ses opposants politiques. Il veut se rassurer que les victimes Hutu de ce génocide de masse en cours de préparation, seront de réelles victimes. C'est une forme d'avertissement et un appel à un rassemblement stratégique autour de la vision du parti au pouvoir, le CNDD-FDD.* »

Ces dernières considérations sont confirmées par un chef Imbonerakure qui nous déclare être dans le cercle des organisateurs du plan : « *Je suis totalement contre les plans d'élimination qui sont en train d'être préparés mais je ne peux pas oser pour ne pas risquer ma vie. J'ai décidé de vous le dire pour que vous en parliez partout. La machine de la mort est en marche, aidez-nous maintenant-même pour la stopper car demain ce sera tard* ».

En date du 15 juillet 2017, le parti CNDD-FDD a organisé une marche manifestation pour intimider la population en province Muramvya. A travers les slogans qu'ils ont lancés avec enthousiasme ainsi que sur les pancartes, on pouvait entendre et lire :

« *Turagabishije uwo wese arwanya kwitoza kwa Petero Nkurunziza muri 2020, uwuzobikora tuzomwirukako, ntituzopfa turekuye ubutegetsu. Petero Nkurunziza, guma kw'ivola, Urwanda ni rwihenda tuzoruhuka tugeze i Kigali, uragahora urayagwa uhore kungoma uri imfura y'Uburundi uhore kungoma, abahunze igihugu baraherayo, mwanka mwemera tuzobatwara, tuzomwongera abashaka biyahure.....* ». Ceci signifie :

«*Nous mettons en garde quiconque s'opposera au 4 ème mandat du Président Pierre Nkurunziza, celui qui le fera sera objet de chasse à l'homme, nous ne céderons jamais le pouvoir.*

*Pierre Nkurunziza restez sur le trône, si le Rwanda ose t'empêcher, nous allons descendre sur Kigali. Soyez le nôtre et restez au pouvoir; tu es l'aîné du Burundi, et que ceux qui ont fui le pays disparaissent là, que vous acceptiez ou non nous allons vous gouverner, nous allons lui donner un autre mandat, que ceux qui veulent se suicident.»*

Dans ces cérémonies, il y avait la présence du secrétaire national chargé de la coordination des ligues de ce parti, Ndayizeye Sylvestre qui fut gouverneur de la province Karusi, la secrétaire nationale chargée de la communication et de l'information, Nancy Ninette Mutoni, du chef de département de la ligue des jeunes, Eric Nshimirimana et d'autres personnalités du parti. Il s'agissait purement et simplement d'une démonstration de la terreur du parti CNDD-FDD.

Ainsi, après un long défilé de plus de 8 km sur la route nationale N°2 (RN2) –ce qui a paralysé toute la circulation sur cette route pendant au moins 3 heures, y compris les piétons-, les manifestants se sont rassemblés sur les terrains de basket qui se trouvent au chef-lieu de la province, plus précisément devant le commissariat provincial de la PNB.

Dans son discours de circonstance, le secrétaire national chargé de la coordination des ligues de ce parti, Ndayizeye Sylvestre s'est attaqué à la Belgique et au Rwanda :

*« Ntaciza na kimwe Ababiligi bakoze atari ikibi, kuva mu bihe vy'Ubukoloni gushika ubu, nibo bazanye amacakubiri ashingiye ku moko. », « Tuzogenda twishikire i Kigali mu gihe Uburundi bwoterwa n'Urwanda ». Ceci signifie : « Les Belges n'ont rien fait de bon au Burundi, ils n'ont fait que du mal depuis les temps de la colonisation jusqu'à nos jours. Ce sont eux qui ont enseigné les divisions ethniques » « Nous marcherons sur Kigali si notre pays est attaqué par ce pays »*

Concernant le 4<sup>ème</sup> mandat de Pierre Nkurunziza, le même orateur a tenu à rappeler:

*« Ico abenegihugu bazosaba nico tuzoshira imbere ». “Nous mettrons en pratique les aspirations du peuple burundais.»* Il faisait allusion au référendum populaire que l'autorité du CNDD-FDD envisagerait d'organiser, selon des sources de ce parti.

Signalons qu'il s'agissait tout simplement d'un meeting de campagne électorale et d'une provocation évidente des adeptes du CNDD-FDD envers les non membres.

Concernant ce même chapitre des violences commises par les jeunes Imbonerakure, ces derniers ont pourchassé en date du 16 juillet 2017 des commerçants qui étaient venus de la ville de Gitega pour se ravitailler au marché du chef-lieu de la commune Bukirasazi, province Gitega. Selon notre source, au cours de l'opération bien préparée, ces Imbonerakure accusaient ces commerçants de chercher à ravitailler les rebelles et les opposants " abakeba" de la ville de Gitega. L'Administrateur communal, Madame Habonarugira Suavis et ses conseillers étaient là comme observateurs, selon des témoins.

En province Rutana, des Imbonerakure commandés par un certain Sinzumusi, planton à la CNTB ont battu à mort le nommé Jean Claude Ntivyakunze, serveur dans un bistrot appartenant à un policier au centre-ville de la province Rutana. Le crime lui reproché était d'avoir traîné à servir un certain Fabien, agent du SNR à Rutana qui les a invités à cette sale besogne. Le propriétaire du bistrot qui est lui-même proche du parti au pouvoir a désavoué les attitudes de ces Imbonerakure et a failli tirer sur eux, selon des témoins sur place. La police est intervenue avant la catastrophe. Cela s'est produit en date du 13 juillet 2017 en pleine journée au marché central de Rutana.

En province et commune Makamba, des filles et femmes présumées travailleuses de sexe sont malmenées par les jeunes Imbonerakure. Le coup d'envoi a été donné par l'administrateur communal Japhet Ntungwanayo en date du 24 juillet 2017. Il a intimé l'ordre aux Imbonerakure de mener des fouilles perquisitions dans les ménages occupés par des femmes et filles. Lors de la fouille, ces jeunes du CNDD-FDD ont arrêté 14 femmes, deux nourrissons et une trentaine d'enfants vendeurs d'œufs et arachides. Actuellement, ces Imbonerakure tabassent toute femme ou fille présumée vendeuse de sexe rencontrée. A la tête de ce mouvement se trouvent trois Imbonerakure : un certain Murisho connu sous le sobriquet de Kimura, un autre du nom de Fwadi et le troisième est prénommé Shabani.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet 2017, sur la colline Nyabigina, commune et province Makamba, trois jeunes Imbonerakure en complicité avec le chef de colline prénommé Egide ont violé le

domicile de deux sœurs Césalie et Valérie qu'ils accusaient d'être vendeuses de sexe, sans aucune preuve, selon les témoins.

Dans la même commune, des slogans de haine incitant à la violence contre les opposants du régime de Pierre Nkurunziza ont été scandés en date du 26 juillet 2017, lors des festivités politiques qui étaient dirigés par le secrétaire communal du CNDD-FDD André Nininahazwe, en même temps Directeur du Lycée Makamba.

En date du 28 juillet 2017, le nommé Léonidas Niyukuri, membre du FRODEBU a été violemment arrêté sur la colline Kabondo, commune Nyanza-Lac, province Makamba. Des Imbonerakure l'ont accusé de hisser le drapeau à la permanence de son parti et l'ont livré à la police qui l'a vite incarcéré au cachot du poste de police en commune Nyanza-Lac. Un Imbonerakure du nom de Juma est à la base de ce traitement injuste de Niyukuri.

Selon des sources du parti Sahwanya FRODEBU, l'administrateur de la commune Nyanza-Lac l'a libéré après interrogatoire. Deux infractions étaient à sa charge : il a hissé le drapeau du FRODEBU alors qu'il y avait passage de hautes personnalités de l'Etat, ensuite son parti doit présenter des documents prouvant le retrait effectif du parti au sein de la coalition CNARED pour avoir droit aux activités politiques.

En commune Vugizo, les nommés Minani Ézéchiel et Nyandwi Salvator ont été arrêtés le 19 juillet 2017 par le secrétaire communal du CNDD-FDD les accusant de faire le commerce du café sec.

Le nommé Ntigirizingo Venant, âgé de 40 ans et originaire de la commune Giheta, province Gitega a été arrêté en date du 06 juillet 2017 par des Imbonerakure de la colline Shiti, zone et commune Rutana. La victime, inconnue dans le secteur, a été accusée de voler des chèvres. Ses bourreaux l'ont d'abord roué de coups de bâtons avant de le remettre au chef du SNR de la province Rutana, et celui-ci l'a acheminé au cachot de poste de police de Rutana, malgré son état de santé critique.

## II. D'AUTRES CAS DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET DE MAUVAISE GOUVERNANCE ENREGISTRÉS

### II.1. Des traitements inhumains réservés aux personnes qui rentrent d'exil

A cause de la contestation du troisième mandat controversé de Pierre Nkurunziza, certains ténors du régime de Bujumbura ont développé une haine viscérale contre les leaders du mouvement ainsi que tous les burundais qui y ont participé. Aujourd'hui, la paranoïa règne au sein des autorités publiques qui craignent une rébellion imminente contre le régime. Des citoyens sont victimes de soupçons et sont entraînés, soit à la mort ou dans les cachots et prisons.

Ainsi, les personnes qui rentrent en provenance des pays voisins pour des raisons diverses ne sont pas bien accueillies. Elles sont toutes considérées comme des ennemis du pays et accusées de complicité avec les groupes rebelles existants ou imaginaires. La répression contre les éventuels opposants politiques a mis en avant le principe selon lequel « **hakwihenda wokwihékura** », ce qui signifie « **Vaut mieux tuer même le sien, plutôt que de se tromper pour épargner l'ennemi** ». Des victimes de la situation sont malheureusement nombreuses dans le pays.

Au cours de la réunion hebdomadaire de sécurité tenue par le gouverneur de la province Bubanza en date du 11 juillet 2017, lors du tour de table comme cela se fait habituellement, l'administrateur communal de la commune Rugazi s'est levé et a dit ce qui suit :

*«Hari abagabo babiri bo ku mutumba Butavuka bari bamaze hafi imyaka itatu atawuzi iyo bari none baheruka kugaruka mu miryango yabo. Abo nabo ni uwitwa Ndikumana na Nkunuzimana. Bashitse rero jewe naciye ndabashirako amaboko kuko banteye amakenga, ubu barafunzwe. Nubwo bo bavuga ko bari bagiye kwisumamwo i congo, (RDC), ngo mu mirima y'imyumbati aho bahembwa 60 mille ku kwezi, ni ukubakorerako kuko ntituzi ko ivyo bavuga ari vyo.»*

*«Deux hommes de la colline Butavuka qui venaient de passer trois ans sans que nous soyons au courant d'où ils étaient allés, viennent de rentrer dans leurs ménages. Ce sont les nommés Ndikumana et Nkunuzimana. Je les ai arrêtés et incarcérés parce que je les ai soupçonnés. Même s'ils disent qu'ils étaient allés en RDC pour travailler dans les champs de manioc où ils disent qu'ils gagnaient 60 000 fbu par mois, il faut les suivre de près car nous ne savons pas que ce qu'ils disent est vrai.»*

L'administrateur de la commune Mpanda a, lui aussi, dit presque la même chose, lors de cette séance :

*«Hari abagabo batanu bamaze igihe baragiye, twumva ngo boba bari i Congo kwisumamwo kandi ngo baramerewe neza, ngo bagomba no kuza gutora imiryango yabo. Jewe rero naracungishije, bababonye banyakure tubanze tubabaze neza ivyo barimwo »*

*« Il y a trois hommes qui viennent de passer un bon bout de temps au Congo et on dit qu'ils sont bien à l'aise là-bas. Il paraîtrait qu'ils veulent revenir pour repartir avec toutes leurs familles. J'ai alerté leurs voisins pour qu'ils m'avertissent quand ils seront revenus pour que je les interroge sur ce qu'ils font là-bas. »*

## **II.2. Arrestations et emprisonnements abusifs des membres des partis de l'opposition et de la société civile**

Les membres du parti FNL d'Aghaton Rwsa sont sérieusement menacés dans toutes les localités du pays. Ils sont arrêtés, emprisonnés et même tués par la milice Imbonerakure au grand jour.

En date du 19 juillet, vers 20h, au quartier Bwiza de la cité de Gihofi en commune de Bukemba, 4 membres du FNL aile Rwsa : Ntakarutimana, Claude, Buregeya, et Ingabire, ont été arrêtés et conduits au cachot du poste de police de Gihofi. Ils sont accusés de perturber l'ordre public. Ils disent pourtant que la police les a trouvés en train d'échanger paisiblement et les a soupçonnés de tenir une réunion clandestine du parti.

En province Kirundo, cinq membres du parti FNL, aile Rwsa Agathon viennent de passer plus de 20 jours dans le cachot du parquet de Kirundo au nord du Burundi. Ils sont accusés de tenir des réunions sans autorisation ainsi que de livrer des informations à la radio publique africaine (RPA). Et selon les informations en provenance de la commune de Ntega dans la même province de Kirundo, deux membres du FNL aile Rwsa Agathon ont été arrêtés sous l'ordre de l'administrateur de cette commune, Ngabonziza Philippe, et du chef des jeunes Imbonerakure en cette même commune, prénommé Alphonse et surnommé «l'homme.» Ce dernier est connu dans beaucoup de violences dont des violences sexuelles commises contre des jeunes femmes et filles, et des tortures infligées aux membres des partis politiques de l'opposition. Ces membres du FNL sont Niyonzima Elie, président du parti FNL en commune Ntega et Ndayizeye Déo, membre du même parti. Le parti CNDD-FDD les accuse de livrer des informations à la radio publique africaine dans son magazine Humura.

D'autres membres du parti FNL arrêtés et incarcérés sont Salomon Nkurikiye, son voisin Nduwayo Ézéchiel, tous originaires de la colline Yaranda, commune et province Kirundo.

En province Cibitoke, sur la colline Samwe, commune Rugombo, quatre jeunes membres du FNL d'Agaton Rwasa ont été arrêtés par le chef de poste Rugombo le matin du 17 juillet 2017.

Jean Claude kwizera, Claude Bigirimana, Innocent Barutwanayo et un autre homme prénommé Démon ont tous été accusés de brûler les maisons dans cette localité. Mais l'information en provenance de la population dit que ces jeunes sont victimes de leur appartenance politique. Ils ont été détenus au cachot du poste de police de la commune Rugombo.

Arrestation et emprisonnement arbitraire d'un défenseur de droits de l'homme, Germain Rukuki : Ancien employé de l'ACAT Burundi et membre de cette organisation de la société civile radiée par le régime de Pierre Nkurunziza. Le nommé Germain Rukuki a été arrêté en date du 13 juillet 2017 à son domicile situé au quartier VI en zone urbaine de Ngagara, commune Ntahangwa, au nord de la capitale Bujumbura. La victime a immédiatement été conduite au cachot du service national de renseignement à Bujumbura. Après deux semaines d'incarcération au cachot du SNR, elle a été transférée à la prison centrale de Ngozi. Selon les juristes, Germain Rukuki a été placé sous mandat d'arrêt sans passer sous interrogatoire et n'était assisté par aucun avocat au moment où il a comparu au parquet général de la République.

### **II.3. Des policiers mandatés par le chef de poste de police en commune Gihanga extorquent des vendeurs au marché**

Des témoins rapportent avoir assisté en date du 9 juillet 2017 à une scène d'extorsion policière contre des vendeurs des fruits au marché de la commune Gihanga, province Bubanza. Ils affirment avoir vu 6 policiers du poste de police de la commune Gihanga dont un certain Bizimana et deux autres AT du chef de poste, en train d'exiger de l'argent à ces vendeurs pour qu'ils puissent continuer à vendre ces fruits cueillis illégalement dans la réserve naturelle de Rukoko.

Au moment où ces policiers étaient au courant que les vendeurs cueillaient illégalement ces fruits, utilisés normalement comme du charbon après avoir corrompu les militaires qui se trouvent sur la lisière de la réserve, ils voulaient profiter de l'occasion pour, à leur tour, soutirer quelques sous de ces vendeurs illégaux.

*«Ce matin, quatre de ces vendeurs qui étaient arrivés les premiers au marché sont tombés sur des policiers qui les attendaient et ont été conduits au cachot avec leurs sacs remplis de ces fruits. Ils y ont passé trois heures et ont payé chacun dix mille (10000 Fbu) pour être relâchés. Mais les quatre sacs n'ont pas été remis aux propriétaires», nous dit un témoin sur place.*

*« Vers neuf heures, les six policiers ont obligé les autres vendeurs attrapés, de transporter leurs sacs à la police mais ont tous refusé et se sont dirigés plutôt vers le domicile du chef de colline. Celui-ci est venu au marché, a approché les policiers pour demander pardon au nom de ces pauvres gens.*

*«Finalement, les policiers ont obligé les vendeurs de collecter mille francs (1000 Fbu) chacun. Un montant de cinquante-six mille francs burundais a été ainsi collecté et donné aux policiers qui sont repartis. La situation est redevenue normale et les vendeurs ont continué leur travail paisiblement. Nos sources nous disent que ces policiers faisaient cela au nom de «la protection de l'environnement», renchérit notre source.*

## II.4. Des autorités territoriales font la loi

Le Burundi est aujourd'hui géré comme un conglomérat de petits états anarchiques où chaque chef de tribu fait sa propre loi. Du gouverneur de province au chef de colline, en passant par l'administrateur communal, chacun organise sa circonscription comme bon lui semble.

En province Karusi par exemple, les commerçants se lamentent qu'ils ne sont pas autorisés d'écouler leurs stocks de haricot vers d'autres provinces qui en ont le plus besoin. Cela fait suite à la décision du gouverneur qui interdit formellement la vente de haricot en dehors de sa province. Selon des sources sur place, la mesure est sélective et injuste, elle est appliquée aux non membres du parti présidentiel CNDD-FDD. Certains de ces commerçants dénoncent la politique de deux poids deux mesures quant à la mise en application de cette mesure.

Les commerçants de Karusi affirment cependant qu'ils s'approvisionnent en denrées alimentaires tels les fruits, la farine de manioc, les colocases, les légumes,... à partir d'autres provinces qui en produisent plus. De même que les consommateurs, ces commerçants se demandent ce que seront les échanges commerciaux une fois que les responsables de ces autres provinces auront pris la même décision d'interdire que les denrées produites chez eux ne dépassent les limites provinciales. Ils demandent que le Gouverneur de Karusi puisse surseoir à cette mesure pour permettre des échanges commerciaux libres et fructueux avec d'autres provinces.

En Mairie de Bujumbura, les habitants de la Mairie de Bujumbura se plaignent contre au moins trois mesures injustes prises par le Maire de la ville Freddy Mbonimpa. Il s'agit de la mesure instaurant les parkings payant dans la capitale Bujumbura, de celle suspendant une dizaine de sociétés de collecte d'immondices au profit d'une nouvelle société «Burundi Cleaning Compagny» « BCCO » et de celle relative à la récupération illégale, par la Mairie, des marchés de Kinindo, de celui du COTEBU et de celui de Ruvumera. Ces marchés étaient aux mains des privés dont les contrats n'ont pas encore expiré.

Les sociétés de collecte des déchets ménagères accusent le Maire de la ville de Bujumbura d'avoir suspendu leurs activités en violation flagrante des contrats que ces sociétés avaient conclus avec la Mairie et avec la population bénéficiaire de leurs services.

Selon des habitants contactés en zone urbaine de Ngagara, la collecte des immondices ne se font plus comme avant, mais les agents de la nouvelle société passent de ménage en ménage pour faire payer anticipativement le service estimé à 6 000 Fbu par mois. Ils dénoncent un vol organisé sous la complicité du Maire de la ville, Freddy Mbonimpa.

*«Au quartier VI en zone urbaine de Ngagara, avant nous payions 6000 francs par mois et la société suspendue pouvait passer au moins 4 fois par mois et par ménage pour collecter les déchets. Nous avons même signé des contrats de collaboration avec cette société. Depuis que les choses ont changé, la nouvelle BCCO n'est jamais passé récupérer les immondices. Nous craignons des maladies liées à une mauvaise hygiène.»*, nous a déclaré un habitant contacté.

L'attribution du marché à la nouvelle société BCCO n'a pas non plus respecté la loi en matière de passation des marchés. Les autres sociétés qui ont déposé des plaintes réclament une compétition dans l'acquisition de ce marché.

Les anciennes sociétés accusent le Maire de la ville d'avoir injustement pris une décision de renvoyer au chômage plusieurs employés qui avaient tant de personnes à nourrir et à prendre en charge. Ces sociétés disent avoir en outre contractés des crédits auprès des banques pour pouvoir acheter des camions utilisés dans la collecte des déchets.

Les habitants de la ville de Bujumbura dénoncent également le système de «parking payant» au moment où la Mairie n'a pas aménagé de parkings réels. Ils comprennent mal le fait que des sociétés se chargent de faire la collecte des frais de stationnement alors qu'ils n'ont rien investi pour mériter ce droit de faire payer des parkings non construits.

L'ombudsman Edouard Nduwimana reconnaît avoir reçu des plaintes relatives à tous ces dossiers mais n'a pas encore restauré les victimes dans leurs droits.

En province Gitega, les autorités n'autorisent plus aux personnes, originaires d'une autre province, d'acheter une quantité supérieure à 10 kg de haricots. Un témoin affirme qu'on lui a refusé d'acheter une tonne de haricot au marché de Gitega. Il a fallu que la victime passe par un autre commerçant natif de la province Gitega qui a acheté cette quantité sous son nom, moyennant le paiement d'une certaine somme comme pot de vin.

## II.5. Des cotisations et contributions forcées sont une triste réalité au Burundi

Frappé de plein fouet par les sanctions prises par l'UE, le pouvoir du CNDD-FDD s'est rabattu désespérément sur des contributions forcées pour pouvoir continuer à fonctionner. Dans toutes les provinces du pays, les autorités locales en collaboration avec les jeunes Imbonerakure ne cessent de rançonner une population misérable fatiguée par des années de souffrances causées par l'égoïsme des dirigeants.

En général, chaque ménage établi sur le territoire burundais est appelé à donner une contribution de 500 Frs et plus, tout dépend de la position et du statut social. Les ménages des opposants politiques sont intimidés et menacés de représailles s'ils ne s'inscrivent pas dans la logique de la ligne tracée par le régime.

A titre d'illustration,

Le président du parti CNDD-FDD en zone Ngoma, commune Musongati, province Rutana, le nommé Gérard Nibigira, en collaboration avec des jeunes Imbonerakure et du directeur de l'ECOFO Nyakiruri ont organisé au cours de ce mois de juillet une collecte de fonds. Chaque ménage a payé une somme d'au moins 3000francs en vue de préparer une fête de ce parti dans cette zone.

La population de la province de Kirundo indique qu'elle est fatiguée par le système de rançon organisée par le parti au pouvoir. Des citoyens contactés nous ont dit qu'ils sont obligés de payer,

soit 2000 Fbu par ménage pour payer les jeunes Imbonerakure, soit de donner 2 à 5 kgs de haricots ou de riz. Avant les collecteurs mentaient en disant que l'argent allait à l'aide des rapatriés, mais actuellement ils le disent haut et fort, l'argent sert d'encouragement aux jeunes Imbonerakure « qui se donnent corps et âmes pour maintenir la paix et assurer l'ordre public », selon eux.

Dans d'autres provinces, les contributions servent, non seulement à financer le travail de la milice Imbonerakure, mais aussi à construire des stades, des permanences du parti CNDD-FDD, des monuments et des bureaux des provinces. Les cas sont signalés presque partout dans le pays.



Le cas de contrainte à la contribution forcée le plus récent concerne la province Kayanza où le gouverneur de province Ndayizeye Anicet a signé en date du 18 juillet un communiqué public qui « porte à la connaissance du public que la province de Kayanza a commencé à se construire un bureau moderne à 4 niveaux et cela exige beaucoup de moyens matériels, financiers et humains et que les documents que le cabinet délivre vont exiger désormais les contributions (..) » Nous présentons dans la photo qui suit l'intégralité du communiqué.

## **II.6. Des vendeurs ambulants victimes de chasse policière**

Ce sont des personnes qui vivent au jour le jour en vendant des produits de première nécessité dans les rues des quartiers des villes et plus particulièrement à Bujumbura. Ils sont pourchassés, arrêtés et dépouillés de leurs biens. Le Maire de la ville a interdit ce genre de commerce et dit qu'ils doivent chercher des places fixes et payer la taxe. A côté de la mesure du Maire, des membres du parti au pouvoir en complicité avec des autorités locales passent outre la mesure du Maire et organisent un commerce de gilets et de badges qu'ils distribuent aux pauvres commerçants ambulants, en leur disant que le port de ces badges est une condition pour pouvoir continuer leur travail. Après que ces gilets et badges aient été achetés, ces vendeurs se voient arrêtés, frappés, embarqués et leurs biens confisqués par la police en leur reprochant de violer la loi du Maire.

## **II.7. Adhésion forcée à une association affiliée au pouvoir CNDD-FDD en province Cankuzo**

*«Toutes les organisations de la province Cankuzo sont contraintes d'adhérer au Collectif des Organisations pour le Développement Intégré de la Population CODIP».* Telle est une exigence des autorités du CNDD-FDD en province Cankuzo. La représentante de cette association en province Cankuzo est Madame Alodie Niyonkuru, présidente de la ligue des femmes Abakenyererugamba du parti au pouvoir.

En date du 8 Juillet 2017, les représentants nationaux, provinciaux et communaux ont rassemblé leurs membres en commune Gisagara où ils ont demandé à toutes les organisations œuvrant en province de Cankuzo de rejoindre CODIP et de cotiser chacune un montant de 50000Fbu. Les représentants des associations forcées d'adhérer au CODIP se plaignent mais disent être résignées pour ne pas avoir des ennuis.

## **II.8. Vol organisé des terres domaniales en province Cankuzo**

Les représentants du parti au pouvoir en province Cankuzo organisent systématiquement un vol des terres appartenant à l'Etat. Dans les communes de la province, ils se partagent gratuitement des parcelles qu'ils revendent aux particuliers par après. Selon des sources sur place, ces autorités du CNDD-FDD collaborent avec le représentant provincial de l'urbanisme Hakizimana René pour dépouiller les communes de leurs terres. Pour vendre les parcelles indûment acquises, ils utilisent des commissionnaires pour cacher les propriétaires. Le commissionnaire bien connu dans ces affaires mafieuses est Barinzigo James. Le cas le plus récent est le partage de trois parcelles proches du lycée communal Cankuzo entre Hakizimana René, le gouverneur de province et le représentant provincial du parti CNDD-FDD Ndugi Révérien en même temps Directeur Provincial de l'Enseignement à Cankuzo. *«Ce sont des magouilles organisées»*, se lamente la population de Cankuzo qui assiste sans dire un mot au partage des biens publics.

## II.9. Des monuments de haine et d'incitation à la violence érigés presque partout dans le pays

Le pouvoir du CNDD-FDD multiplie la construction des monuments avec des messages incitant à la haine et à la violence contre les présumés et opposants politiques du régime du Président Pierre Nkurunziza. Ce phénomène qui a commencé à être observé à l'intérieur du pays atteint la capitale Bujumbura où des monuments se propagent progressivement dans différents quartiers urbains. Ces monuments tendent à se multiplier dans les quartiers où résident beaucoup de membres du parti au pouvoir, à savoir le quartier Gihosha et Kamenge où plus de 6 monuments y sont déjà érigés. Selon des témoignages recueillis auprès des citoyens, le phénomène est inquiétant. Certains disent être traumatisés par les messages écrits sur les monuments qui, selon eux, incitent à la violence et à la haine ethnique.

*«Le parti CNDD-FDD veut s'imposer en parti unique. Il a l'intention de régner éternellement en passant par la stratégie de la terreur et la violence»*, selon un jeune opposant au régime en place au Burundi.

*«En voyant pour la première fois les slogans inscrits sur ces monuments, j'ai été paralysée par la peur »*, nous confie une femme contactée au centre-ville de Bujumbura. *«Des fois, je me demande où va notre pays. Ces messages ont l'objectif de sensibiliser et de renforcer les divisions politico-ethniques, une arme choisie par le régime du Président Pierre Nkurunziza pour se maintenir au pouvoir »*, renchérit notre interlocutrice.

Pour Léonce Ngendakumana, un des leaders des partis politiques de l'opposition, ces monuments sont des symboles d'intimidation pour montrer aux autres partis que le parti au pouvoir y restera pour l'éternité, une manière de réinstaurer un régime monarchique.

Il y a un secret caché derrière ces constructions, ces monuments serviront de zones de rassemblement lorsque il subviendra des incidents de perturbation de la sécurité causées par les rebelles, nous précise un membre du parti au pouvoir contacté en zone Bwiza qui affirme être dépassé par les agissements du pouvoir de son parti. *« Je conseille aux opposants politiques et aux membres de la composante sociale Tutsi de faire attention car la planification du génocide n'est plus un secret au sein du parti »*, affirme-t-il.

### III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Burundi va tout droit à la décadence et toutes les étapes sont presque franchies. L'anarchie qui règne partout envisage la pire des situations que ce pays n'ait connues jusqu'ici. La population n'étant aucunement protégée et la nature ne supportant pas de désordre, les choses devront impérativement changer, car, dit-on, une corde tendue finit par se casser.

#### **Au gouvernement du Burundi :**

- De bien écouter les sages conseils de l'émissaire des Nations Unies et travailler pour la restauration de l'Accord d'Arusha et du respect de la Constitution ;
- De mettre un terme aux nombreux crimes et violations de droits humains commis par la milice Imbonerakure et des agents de l'Etat ;
- De restaurer l'Etat de droit afin qu'émerge un système respectueux des droits et libertés individuels et collectifs ;
- D'entamer sans délai les négociations inclusives pour sortir le pays de l'impasse ;
- De faciliter la libre circulation des biens et d'arrêter l'anarchie causée par la prise de décisions illégales par les autorités locales ;
- D'arrêter sans délais la promotion de la violence et de la haine politico- ethnique ;
- De désarmer la milice Imbonerakure qui ne ménagera personne, y compris ceux qui la protègent et la nourrissent, si demain le pire venait à se réaliser.

#### **A la population burundaise :**

- De refuser la manipulation politicienne, voir les réalités en face et combattre le pouvoir de la tyrannie et de la dictature ;
- De résister contre les divisions politico-ethniques prônées par le régime du CNDD-FDD pour son maintien au pouvoir.

#### **A l'PEAC, UA et ONU :**

- De continuer à faire pression sur le gouvernement du Burundi pour le respect des droits et libertés individuels et collectifs ;
- D'envoyer sans délai une force de protection de la population et des observateurs internationaux, au Burundi ;
- De continuer à soutenir les négociations d'Arusha pour un retour rapide de la paix au Burundi.